



La Commune



Le dépeçage d'un continent

 Françafrique

La Vème république dure maintenant depuis 51 ans et si les hommes au pouvoir ne sont plus les mêmes, les méthodes restent les mêmes. Dans sa relation avec les ex-colonies d'Afrique subsaharienne francophones la " France ", terme qui généralement désigne ses gouvernements, a fait preuve d'une certaine continuité : un rapport d'ex-colonisateur à ex-colonisés. Tour d'horizon de la situation en Afrique francophone encore et toujours sous la coupe réglée de l'impérialisme français et de ses séides locaux.

La mort récente d'Omar Bongo au Gabon a propulsé son fils Ali Bongo aux premières loges, avec le soutien officieux de l'Elysée, par l'intermédiaire de Robert Bourgi, le " Monsieur Afrique " qui a succédé à Foccart l'homme de confiance de De Gaulle pour tous les coups tordus.

Putschs, assassinats, élections truquées...

En Mauritanie, l'Elysée a, dans un premier temps, condamné le putsch d'Ould Abd El Aziz, avant de fermer les yeux lorsque celui-ci organise des élections dont il est sorti vainqueur. Au Niger, " Paris ", pour soutenir le consortium Areva dans sa main-mise sur les nouveaux gisements d'uranium, a donné le feu vert à l'inamovible Monsieur Tandja, général président ayant succédé à feu Baïré Mainassara préalablement assassiné, pour décider unilatéralement une modification constitutionnelle lui permettant de briguer un troisième mandat. En Guinée, l'heure est à l'admonestation française mesurée devant la volonté du putschiste Moussa Dadis Camara d'être candidat à la présidentielle de 2010 après s'être vertueusement déclaré simple intérimaire après la mort de Lansana Konté. En Côte d'Ivoire, Gbagbo aura réussi à ajourner la présidentielle de 9 ans ; elle doit avoir lieu le 29 Novembre prochain. Les troupes françaises sont toujours présentes que ce soit au Gabon, en Côte d'Ivoire, au Sénégal, au Tchad ou à Djibouti ou encore en République Centrafricaine, veillant officiellement au " maintien de la paix ", soit à l'application d'accords signés avec les gouvernements locaux ainsi stabilisés pour autant qu'ils conviennent à Paris. Certains présidents à la tête d'Etats pétroliers, dont le Gabon, sont connus pour avoir tenu " et tenir " des caisses noires à la disposition des partis au pouvoir en France, ex RPR en tête.

Au compte de qui ?

Les passations de pouvoir et les opérations de maintien de l'ordre sont organisées par ceux qu'on appelait jadis " barbouzes " dont certains ont frayé avec les pires criminels ; aujourd'hui c'est une génération de nouveaux vieillards dont le carnet d'adresses fait la fortune, leur rôle étant à la fois de répercuter les ordres de l'Elysée et de faire se rencontrer investisseurs et Chefs d'Etat. Robert Bourgi est le plus emblématique de tous. Qui sont les principaux investisseurs ? Bouygues, Bolloré, Total, Elf, Lyonnaise des eaux, Vinci, Eiffage. C'est au bénéfice d'Elf qu'a eu lieu une guerre civile au Congo Brazzaville en 1997-1998 chassant l'ex-président Lissouba qui " s'ouvrait " aux majors pétrolières US, et réinstallant Sassou Nguesso, " grand ami de la France " et propriétaire de nombreux hôtels particuliers et villas en France, incarcérant ou faisant disparaître les opposants ou les journalistes trop curieux. Au Tchad, " la France " soutient Idriss Déby parce que la vieille puissance coloniale est menacée par l'irruption de la Chine sur l'immense marché africain, en particulier au Soudan voisin. Ce qui n'a nullement empêché Déby d'offrir à Texaco et Exxon des permis d'exploitation pour le gisement pétrolier de Doba. Enfin, Sarkozy aimerait bien que la France apure ses comptes avec le régime rwandais pour faire oublier son rôle lors du génocide de 1994 car, pour l'heure, ce sont les Etats-Unis qui ont pris sa place dans les carnets de commande. A Madagascar, il semblerait que le maire de la capitale Antananarivo, devenu président par un coup de force, Rajoelina, ait les faveurs de Paris face à l'ex président Ravalomanana jugé trop indépendant pour avoir entre autres offert à un conglomérat canadien l'exploitation d'un gisement de bauxite.

Contre les masses africaines

De fait, partout les neuf dixièmes de la population vit avec moins de 2 dollars par jour et ne bénéficie nullement des investissements de tous ordres qui sont opérés chez elles. Il est clair qu'un changement majeur en Europe et en particulier en France, serait un formidable appel d'air pour un changement radical.

Dernière minute : au Gabon, en conformité avec les vœux de l'Élysée et en dépit de nombreux cas de fraude, Ali Bongo s'est fait proclamer président par une commission électorale aux ordres.

Paul Makélélé,

le 3 septembre 2009

Modifié le dimanche 11 octobre 2009

Voir aussi dans la catégorie International

Manger avec un dictateur.

Macron reçoit à l'Elysée le dictateur saoudien. Avec son arrivée sur le trône, le roi Salmane a fait de son fils Mohamed ben Salmane l'homme le plus puissant de l'Arabie Saoudite. Ce... >>



Nicaragua : la Caravane historique et la Commission internationaliste ont défié la dictature d'Ortega-Murillo

Hier, la Commission Internationale pour la liberté des prisonnières et prisonniers politiques au Nicaragua, promue par la Ligue Internationale Socialiste avec le PRT de Costa Rica, Alternativa... >>



Nicaragua : ce que c'était, ce que cela pourrait être, ce que c'est

Ces questions reviennent dans chaque réunion, dans chaque rencontre, dans chaque discussion avec des collègues, des étudiants ou des voisins, lorsque nous parlons d'activités de diffusion et de... >>



Nous ne sommes pas indifférents. Le Nicaragua nous convoque



Nous avons toujours porté le Nicaragua et les luttes de son peuple rebelle d'Amérique centrale dans nos consciences et nos cœurs. Parce que sa puissante révolution de 1979 contre la sinistre... >>



1962 : victoire du peuple algérien sur le colonialisme

La révolution algérienne débute en 1954. Elle oppose les nationalistes algériens à la France qui occupe le pays depuis 1830. Elle s'inscrit dans le mouvement de décolonisation qui fait suite... >>



Etats-Unis : victoire de l'obscurantisme.

Ce vendredi 24 juin 2022 est certainement le jour le plus sombre pour les femmes états-uniennes. La Cour suprême a renversé l'arrêt de 1973 qui garantissait le droit à l'avortement dans... >>